



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 3849

Texte de la question

SOMMET SUR LA CRISE

M. le président. La parole est à M. André Chassaigne, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.
M. André Chassaigne. Monsieur le Premier ministre, je cherche un mot pour qualifier le spectacle auquel vous vous livrez : boniment ? illusionnisme ? arnaque ? Les trois, sans doute. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC. - Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

Je cherche un autre mot pour qualifier le remède présenté ce matin aux organisations syndicales. Disons " saignée " : c'est une nouvelle saignée pratiquée de sang-froid sur les plus modestes.

Mais quelle pantomime pour en arriver là ! Le Président a d'abord déclamé que tout nouveau plan de rigueur était exclu en 2012. Il a ensuite annoncé la création d'une taxe sur les transactions financières, avec des accents aussi révolutionnaires que ceux de sa promesse de chasse aux paradis fiscaux. Puis, il a jeté en pâture la TVA dite abusivement " sociale ", gigantesque racket sur le pouvoir d'achat des citoyens et coup mortel contre notre système solidaire de protection sociale.

Il nous a enfin divertis avec l'affaire du triple A, chronique d'une mort refusée pendant plusieurs mois, tragédie d'un jour, le lendemain comédie d'un incident sans conséquence, pour conclure qu'il fallait trancher dans la législation sur le temps de travail !

Au final, des choix qui aggraveront la détresse de millions de familles, de jeunes, fauchés par la précarité, avec au bout du compte la récession pour le pays tout entier !

Nous voudrions comprendre. Pourquoi ne pas s'attaquer aux dividendes des gros actionnaires et aux salaires indécents, plutôt que de baisser le pouvoir d'achat du plus grand nombre ? (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Pourquoi ne pas faire le choix de la réindustrialisation et de la transition écologique, plutôt que laisser se multiplier les délocalisations avec leurs conséquences sociales et environnementales ? (*Mêmes mouvements.*)

Plus simplement, pourquoi ce refus obsessionnel d'affronter la finance et ce rejet systématique de la prise en compte de l'humain, de l'humain d'abord ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Frédéric Cuvillier. Pourquoi lui ?

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Monsieur le député, vous voulez maintenir des emplois en France ? Très bien ! N'y a-t-il pas un problème de coût du travail dans notre pays ?

Plusieurs députés du groupe GDR. Non !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Quand un salarié français et un salarié allemand touchent 1 700 euros nets par mois,...

M. Jean-Paul Lecoq. Et les actionnaires ? Et les patrons ?

M. Xavier Bertrand, *ministre*. ...le coût pour l'entrepreneur allemand est de 2 720 euros alors qu'il est de 3 800 euros pour l'entrepreneur français. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. Jean-Paul Lecoq. Combien gagne Carlos Ghosn ?

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Cette réalité s'impose à tous et, bien souvent, loin de ces bancs, loin des estrades ou des caméras, vous le reconnaissez ! (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Il y en a beaucoup, en ce moment, qui disent qu'il faut produire en France. Là encore, très bien ! Sauf que nous,

nous voulons agir (*Mêmes mouvements*),...

M. Frédéric Cuvillier. Il serait temps !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. ...nous, nous mobilisons, nous n'attendons pas six ou neuf mois pour prendre les décisions et assumer nos responsabilités. (*Mêmes mouvements.*) Il est vrai que le courage ne caractérise pas souvent les décisions des socialistes, notamment sur la réforme des retraites, qui mettent en jeu la protection de notre modèle social.

Pour le reste, vous avez beaucoup parlé des salariés, des dividendes.

Mme Jacqueline Fraysse. Un million de chômeurs en plus !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. À ceci près que, lorsque cette majorité a décidé de voter la prime sur les dividendes, pour que, lorsque les dividendes progressent, il y en ait plus pour les salariés, nous nous sommes retrouvés bien seuls ! Vous n'avez jamais été présents. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Je vais vous dire une chose : les salariés, les ouvriers français savent bien que ce ne sont pas ceux qui parlent le plus fort qui parlent le plus juste à leur égard. Ceux qui les défendent sont plutôt de l'autre côté de l'hémicycle ; en tout cas, jamais à gauche, sauf dans les discours ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. André Chassaigne](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (5^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3849

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 janvier 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 janvier 2012